

CONVENTION D'EXPLOITATION
CONSECUTIVE AU TRANSFERT DE LA CONCESSION FORESTIERE N° 1009



N° 0050/CE/MINFOF/CAB du 5 FEB 2013

En application des dispositions de la Loi n° 94/01 du 20 Janvier 1994 portant Régime des Forêts, de la Faune et de la Pêche, du décret n° 95/531/PM du 23 Août 1995 fixant les modalités d'application du Régime des Forêts, de l'arrêté 0222 du 25 mai 2001 fixant les procédures d'élaboration, d'approbation, de suivi et de mise en œuvre des plans d'aménagement des forêts de production du domaine forestier permanent, sur accord du Premier Ministre, Chef du Gouvernement, une Convention d'Exploitation d'une concession forestière est passée entre:

Le Gouvernement de la République du Cameroun représenté par le Ministre chargé des Forêts,

d'une part;

ET

Les Etablissements KAKOUANDE et Fils (K.F) Sarl BP 227 Bertoua représentée par MONGUI SOSSOMBA Janvier en qualité de Directeur Général,

d'autre part.

Il a été convenu ce qui suit:

Article 1^{er}: DISPOSITIONS GÉNÉRALES

(1): La présente Convention d'Exploitation confère au concessionnaire le droit d'obtenir annuellement, pendant sa durée, une autorisation pour exploiter une assiette de coupe conformément aux textes en vigueur.

(2): La présente Convention d'Exploitation s'exerce sur un territoire de 57 137 ha dans le Domaine Forestier Permanent désigné comme étant la concession forestière n° 1009 et dont les limites sont fixées par celles de l'Unité Forestière d'Aménagement n° 10 058.

Article 2: DURÉE DE LA CONVENTION

La présente Convention d'Exploitation est valide jusqu'à la date de la signature de la Convention Définitive d'Exploitation de la concession forestière n° 1009.

La présente Convention d'Exploitation est assortie d'un cahier des charges qui comprend les clauses générales et les clauses particulières que le concessionnaire s'engage à exécuter.

Article 4: Pour prétendre jouir du droit d'exploiter la concession forestière qui lui est attribuée, le concessionnaire s'engage à y effectuer, à ses frais, conformément aux normes en vigueur, et sous le contrôle technique de l'Administration chargée des Forêts, les travaux ci-après :

- la matérialisation des limites de la concession et des assiettes de coupe annuelles ;
- l'inventaire d'exploitation sur les superficies à couvrir chaque année ;
- l'élaboration du plan quinquennal de chaque Unité Forestière d'Exploitation ;
- l'élaboration du plan annuel d'opération de chaque assiette de coupe ;

Article 5: Le concessionnaire s'engage au cas où il n'est pas propriétaire d'une unité de transformation en propre, à mettre en place une unité de transformation du bois, en vue de la transformation des bois issus de cette concession forestière.

En cas de non réalisation des clauses portant sur la mise en place de l'unité de transformation du bois, le concessionnaire est déclaré défaillant et ne peut bénéficier de la concession forestière concernée.

Article 6: DISPOSITIONS SUR L'AMÉNAGEMENT

(1) les prescriptions du plan d'aménagement de cette concession déjà approuvé devront être mises en œuvre.

(2) : conformément aux dispositions de l'arrêté 0222 du 25 mai 2001 fixant les procédures d'élaboration, d'approbation, de suivi et de mise en œuvre des plans d'aménagement des forêts de production du domaine forestier permanent, le concessionnaire devra déposer pour approbation :

- le plan de gestion quinquennal avant l'ouverture de chaque Unité Forestière d'Exploitation;
- le plan annuel d'opération avant l'ouverture de chaque assiette de coupe.

(3) : en cas de révision du plan d'aménagement existant, celle-ci devra se faire conformément aux dispositions de l'arrêté suscité.

Article 7: DISPOSITIONS SUR L'EXPLOITATION

(1): Le concessionnaire est tenu de respecter les prescriptions du plan d'aménagement de cette concession forestière approuvé.

(2): Il doit déposer chaque année à l'Administration chargée des Forêts, un rapport annuel d'intervention forestière un mois après la fin de l'exercice et, le rapport annuel d'opération de la société forestière au plus tard trois mois après la fin de l'année financière.

(3): Il est tenu de payer l'ensemble des charges fiscales en vigueur.

Article 8: La signature de la présente convention est subordonnée à la production d'une pièce attestant la constitution par le concessionnaire, auprès du Trésor Public, du cautionnement prévu à l'article 69 de la Loi portant Régime des Forêts, de la Faune et de la Pêche.

Article 9: L'exécution intégrale des obligations prévues à la présente convention donne lieu à la délivrance par le Ministre chargé des Forêts, d'une attestation de conformité aux clauses de la Convention d'Exploitation en vue de l'obtention d'une Convention Définitive d'Exploitation.

Article 10: (1): L'inexécution des obligations de la présente convention entraîne au terme de sa période de validité, son annulation pure et simple.

(2): Toutefois, le Ministre chargé des Forêts se réserve le droit d'annuler la présente convention avant terme en cas d'irrégularités dûment constatées par une commission d'experts techniques désignée à cet effet, notamment le dépassement des limites des assiettes de coupe autorisées chaque année à l'exploitation, ou le non-paiement de l'ensemble des charges fiscales visées à l'article 7 alinéa 5 ci-dessus.

Article 11: ACCEPTATION

Le représentant de la société signataire de la présente convention déclare avoir pris connaissance de toutes les clauses et conditions de la convention d'exploitation incluant son cahier des charges et l'annexe sur la localisation de la concession qui en font partie intégrante et déclare en accepter sans réserve toutes les dispositions.

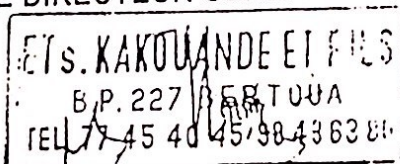
Article 12: Le Directeur des Forêts est chargé de contrôler l'exécution de la présente Convention d'Exploitation qui prend effet à compter de la date de signature. /- 6-

Fait à Yaoundé, le 15 FEB 2013

LU ET APPROUVÉ

POUR DES Ets KAKOUANDE

LE DIRECTEUR GENERAL



MONGUI SOSSOMBA Janvier

